



Le fleurdelisé a pris le dessus sur le carré rouge lors de la **Fête nationale**

Page A 2

www.ledouvoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIII N° 142

LE DEVOIR, LE MARDI 26 JUIN 2012

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

L'ÉGYPTE SE TOURNE VERS LES FRÈRES MUSULMANS



Deux partisans du nouveau président égyptien, Mohamed Morsi, font le signe de la victoire place Tahrir, au Caire. Le candidat issu de la confrérie des Frères musulmans a été élu avec 51,73% des voix.

BERNAT ARMANGUÉ ASSOCIATED PRESS

Regain d'intérêt du PC pour le Québec

Les conservateurs lancent une offensive contre Thomas Mulcair

KARL RETTINO-PARAZELLI

Les conservateurs poursuivent leurs efforts pour bâtir des ponts avec le Québec. Après une rencontre organisée la semaine dernière entre le premier ministre Stephen Harper et Brian Mulroney pour discuter de la probable élection d'un gouvernement péquiste au Québec, le Parti conservateur (PC) a dévoilé hier sa plus récente offensive : une publicité ciblant directement le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Thomas Mulcair, dont la popularité auprès de l'électorat québécois est incontestable.



Stephen Harper

La nouvelle publicité mise en ligne par le gouvernement conservateur place en opposition les politiques économiques des deux chefs en interpellant les électeurs. « *Connaissons-nous vraiment Thomas Mulcair?* », s'interroge le narrateur dans les premiers instants de la version française du message de 30 secondes. La publicité prétend que la taxe sur le carbone de Thomas Mulcair « *augmenterait le prix de l'essence, de l'électricité et plus encore* ». Les conservateurs y soulignent la volonté de M. Mulcair de s'opposer à des accords commerciaux qui augmenteraient les exportations, tout comme ses « *théories économiques dangereuses* ».

Le Parti conservateur fait apparemment réfé-

VOIR PAGE A 8 : OFFENSIVE

Le président Morsi prépare son gouvernement

L'islamiste Mohamed Morsi, premier président démocratiquement élu en Égypte depuis la chute de Hosni Moubarak, s'est attelé hier à la formation d'un gouvernement en attendant la remise du pouvoir exécutif d'ici la fin de la semaine par le pouvoir militaire.

M. Morsi a obtenu 51,73% des voix contre 48,27% à son rival Ahmad Chafiq, ancien premier ministre de M. Moubarak, chassé sous la pression d'une révolte populaire en février 2011, selon les résultats officiels dimanche.

Issu de la puissante confrérie des Frères musulmans, longtemps interdite, il est le premier islamiste à accéder à la magistrature suprême

en Égypte et le premier à ne pas sortir des rangs de l'armée.

M. Morsi a entamé au palais présidentiel ses consultations pour former le nouveau gouvernement, sans attendre la cérémonie d'investiture, a indiqué une de ses porte-parole, Nermin Mohammed Hassan. « *Il a déjà commencé à examiner une liste de noms. Il annoncera le nouveau gouvernement prochainement.* »

Selon une source militaire, la passation de pouvoir entre le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis la chute du régime Moubarak, et M. Morsi devrait se tenir comme prévu d'ici la fin juin.

Dans ce contexte, Morsi a rencontré le chef

de CFSA, le maréchal Hussein Tantaoui, et rendu hommage aux forces armées pour avoir assuré le bon déroulement de la présidentielle,

VOIR PAGE A 8 : ÉGYPTE

Lire aussi | Le Frère élu président : court-circuit. L'éditorial de Serge Truffaut. **Page A 6**

La peste et le choléra. La chronique de François Brousseau. **Page B 1**

L'Égypte réussira-t-elle sa transition démocratique? La chronique de Jean-Claude Leclerc. **Page B 6**

AUJOURD'HUI



États-Unis | La Cour suprême invalide en partie une loi de l'Arizona sur l'immigration. Les contrôles d'identité au faciès restent autorisés. **Page B 1**

Québec | Le ministre Bachand compte sur des élections autonomes pour dénouer le conflit étudiant. Le PLQ lance un nouveau message préélectoral. **Page A 3**



Avis légaux..... A 4
Décès..... B 6
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... A 4



VANDERLEI ALMEIDA AGENCE FRANCE-PRESSE

Manifestation en marge de la Conférence de Rio+20.

POINT CHAUD

Verdir la croissance? Impossible.

« Il faut aller vers une décroissance », affirme Serge Mongeau

Après avoir porté une fois de plus l'espoir qu'un consensus lucide entre les puissances mondiales pourrait remettre la planète sur des rails plus verts, la Conférence de Rio+20 s'est plutôt terminée, vendredi dernier, dans la désillusion générale. Un constat d'« échec » qui ramène le problème à un joueur fondamental, avance Serge Mongeau : la société civile et son pouvoir solidaire.

À la simple évocation du principe d'« économie verte », avalisé par une centaine de chefs d'État dans la Déclaration de Rio et féro-

cement décrié par nombre d'environnementalistes, Serge Mongeau s'attise. C'est là l'illustration même de ce qui dirige notre société tout droit vers la catastrophe, croit le prolifique essayiste, aussi cofondateur des éditions Écosociété. « *On continue de penser que ça va être possible de maintenir le système capitaliste tel qu'il est actuellement, de poursuivre la croissance en la verdissant, alors que c'est évident que la planète ne peut pas tolérer une telle croissance, même si elle est un peu moins dommageable avec l'idée du développement durable.* »

VOIR PAGE A 8 : CROISSANCE

Lire aussi | Économie verte. La chronique d'Éric Desrosiers. **Page B 3**

#À_SUIVRE : DANIEL THIBAUT

Abonné aux combats sociaux

Influents, mais discrets. Le réseau de micro-clavardage Twitter a fait naître au Québec des centaines de nouveaux leaders d'opinion dont les commentaires et avis sont désormais suivis, relayés, débattus, critiqués, en 140 caractères, par leurs centaines, voire leurs milliers d'abonnés. Parfois divertissantes, parfois justes et informatives, parfois sources de polémique, ces têtes pensantes prennent de plus en plus part au débat public en installant leur influence dans ces nouveaux lieux de pouvoir. Mais qui sont-elles vraiment? Avec sa série #À_suivre publiée chaque semaine, *Le Devoir* vous propose de partir cet été à la rencontre de dix de ces influenceurs.

FABIEN DEGLISE

En mai dernier, au plus fort des tensions sociales au Québec, Daniel Thibault a pris conscience à la dure de son influence sur le réseau Twitter.

Tout a commencé avec un message de moins de 140 caractères envoyé le matin à ses 8000 abonnés et dans lequel l'homme allait donner le coup d'envoi d'une rumeur de taille. Une « source », assurait-il sans plus de détails,

VOIR PAGE A 8 : THIBAUT

ACTUALITÉS



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Loco Locass était au nombre des artistes prenant part au spectacle de la Fête nationale sur les plaines d'Abraham, à Québec.

Unis au rythme de la Fête nationale

KARL
RETTINO-PARAZELLI

ISABELLE PORTER

Les festivités de la Saint-Jean-Baptiste organisées cette fin de semaine ont été teintées par le conflit étudiant, mais tant à Québec qu'à Montréal, les fleurdelisés ont pris le dessus sur les carrés rouges.

À Québec samedi, les fêtards se sont présentés en moins grand nombre que par le passé sur les plaines d'Abraham malgré le beau temps.

Pour la deuxième année consécutive, la Ville de Québec a décidé d'empêcher les gens d'apporter de l'alcool ou des feux d'artifice sur le site des célébrations.

Sur scène, le chanteur et comédien Gildor Roy a animé le spectacle pour une première fois. Dumas, Lisa LeBlanc, Paul Piché, Marie-Mai, Marie-Pierre Arthur, Andrée Watters, Raffy et Loco Locass l'ont accompagné sur scène.

« Dans le contexte actuel, nous félicitons le peuple québécois qui a su mettre de côté ses divergences et se rassembler pour célébrer dignement leur Fête nationale », a déclaré le vice-président exécutif de la Fête nationale dans la capitale, Gilles Grondin.

Le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) a procédé à 26 arrestations pour diverses infractions, dont possession de stupéfiants. Le SPVQ est également à la recherche de suspects et de témoins en lien avec une grave agression survenue après le spectacle de samedi. Un homme de 30 ans repose dans un état critique après avoir été grièvement blessé

dans une bagarre qui a éclaté en dehors du périmètre de sécurité, vers 4h dimanche matin.

Un spectacle pour tous

Du côté de Montréal, Guy A. Lepage a animé dimanche soir pour une quatrième fois en quatre ans le spectacle annuel au parc Maisonneuve et il n'a pas hésité à aborder de front le sujet du conflit étudiant. « C'est pas une manif ce soir, c'est un party! », a-t-il lancé dès son entrée sur scène, une casserole dans une main, une cuillère dans l'autre.

« C'est un spectacle pour tous: les rouges, les verts, les blancs, les bleus et même les bruns », a ironisé l'animateur.

En plus d'Alain-François et d'Alfa Rococo, qui ont assuré les premières parties, Guy A. Lepage a notamment été rejoint par Jean-Pierre Ferland, Ariane Moffatt, David Giguère, Adam Cohen et Isabelle Boulay, qui a livré un discours mêlant texte et chanson. « Bonne fête Québec. Je t'aime! », s'est-elle exclamée après son allocution.

Nouveauté cette année: le spectacle s'est poursuivi jusqu'à 1h du matin au son des rythmes électros du groupe Misteur Vallaire.

Selon les organisateurs, 150 000 personnes ont pris part à l'événement, soit 25 000 de plus que l'an dernier. Le Service de police de la Ville de Montréal a procédé à quatre arrestations. Un homme a notamment été arrêté vers 21h30 pour possession de stupéfiants. Puis, vers 23h15, les policiers ont appréhendé un individu en possession de ce qui semblait être un engin fumigène.

Plus tôt dimanche, les festivités ont débuté avec le tradition-

nel Défilé des Géants, rue Sherbrooke, auquel ont pris part plusieurs politiciens.

La chef du Parti québécois Pauline Marois, le leader néodémocrate Thomas Mulcair, le chef bloquiste Daniel Paillé et les coporte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir et Françoise David, ont tous défilé dans les rues de Montréal. L'ancien premier minis-

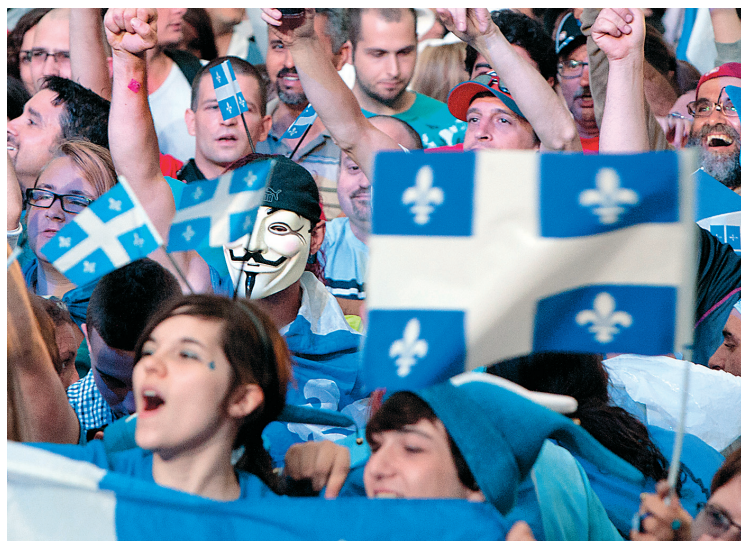
tre Bernard Landry et l'ex-leader bloquiste Gilles Duceppe, ainsi que les présidentes de la FEUQ et de la FECQ, Martine Desjardins et Eliane Laberge, se sont également joints à la fête. Aucun élu libéral n'a pris part à l'événement.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Animateur du spectacle du parc Maisonneuve, Guy A. Lepage a fait une entrée remarquée muni d'une casserole.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le spectacle de la Fête nationale, au parc Maisonneuve, a attiré quelque 150 000 Québécois.

Spectacle des humoristes: la CLASSE saura aujourd'hui si elle recevra sa part des profits

MARIE-MICHÈLE SIOUI

C'est ce matin que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) devrait apprendre si elle touchera ou non sa part des profits réalisés lors du spectacle-bénéfice de la Coalition des humoristes indignés (CHI).

Une réunion aura lieu entre les responsables de l'événement du 15 juin, les sœurs Luce et Lucie Rozon, le directeur de la clinique juridique Juripop, Marc-Antoine Cloutier, ainsi que le coordonnateur du spectacle, Daniel Thibault.

Selon M. Cloutier, les artistes et les humoristes «mettent beaucoup de pression sur l'organisation pour que ceux qui les ont critiqués ne bénéficient pas des fonds amassés».

Les discussions qu'il a eues avec les organisateurs indiquent donc pour le moment que la CLASSE ne recevra pas d'argent. « Les humoristes ont fait le spectacle de façon bénévole. Ils en ont subi les conséquences, car ce ne sont pas tous leurs clients qui soutiennent la contestation de la loi 78, observe-t-il. Un minimum serait de les remercier, pas de les critiquer. Je comprends qu'ils soient fâchés. »

M. Cloutier précise que Juripop ne prendra pas la décision de «sortir» la CLASSE du partage des profits, car ce n'est pas elle qui a décidé d'inviter l'organisation au spectacle. « C'était une initiative de Daniel Thibault et des sœurs Rozon », rappelle-t-il.

La CLASSE elle-même hésite à récolter sa part des profits, qui se seraient élevés, selon Daniel Thibault, à 25 000 \$.

M. Cloutier se dit frustré par la situation. Il a affirmé avoir demandé, à trois reprises, à la CLASSE si elle avait besoin de consulter son congrès pour participer et recevoir une partie des profits du spectacle de la CHI. À trois reprises, la CLASSE aurait dit que cette consultation n'était pas nécessaire.

Le directeur de Juripop a fait signer une entente au porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois, alors membre de l'exécutif, et à Philippe Ethier, qui siègeait également au co-

mité exécutif de l'organisation étudiante à ce moment-là.

Pourtant, le 14 juin — la veille du spectacle —, la CLASSE a retiré un lien pour l'événement de la CHI de son site Web. Selon M. Cloutier, elle aurait également envoyé un courriel à sa base militante pour l'avertir qu'elle devait attendre une décision du congrès avant d'accepter, ou non, sa part des profits.

Ouvrir le débat

Le dernier congrès de la CLASSE s'est terminé la même journée. Des questions ont alors été soulevées quant au fait que certains humoristes qui allaient participer au spectacle-bénéfice du lendemain auraient tenu des propos sexistes et homophobes.

« Habituellement, une décision prise par le conseil exécutif ne pose pas de problème, reconnaît la porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds. Mais on avait reçu des critiques d'associations étudiantes et de militants, et on a voulu ouvrir le débat. Des gens ont alors proposé de ne pas accepter une part des profits. »

Faute de quorum, la question n'a pas été débattue au congrès, et la CLASSE a choisi de geler les fonds en attendant le congrès du 3 juillet. La CLASSE a cependant omis d'aviser la clinique Juripop de sa décision. C'est donc dans les médias que M. Cloutier a appris le choix de la CLASSE.

Si la CLASSE ne touche pas sa part des profits du spectacle, ceux-ci iront tous à Juripop, qui représente la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), ainsi qu'à certaines personnes arrêtées lors de manifestations dans la contestation du projet de loi 78. La CLASSE compte sur ses propres avocats.

« Si on ne reçoit pas d'argent, il restera dans la contestation juridique. Il ira donc à une bonne cause », s'est consolée M^{me} Reynolds.

La Presse canadienne

Manifestation pro-étudiants à Paris

Paris — Malgré la pluie battante et une température automnale, environ 200 manifestants arborant le carré rouge ont défilé dans les rues de Paris dimanche. La manifestation, la troisième du genre en un mois, s'est déroulée dans le cadre d'une Journée mondiale de résistance en soutien aux étudiants québécois qui devaient se tenir dans plusieurs provinces, notamment à Besançon, à Strasbourg et à Quimper. À Genève, en Suisse, environ 70 personnes se sont réunies sur le pont de Bergues pour soutenir les étudiants qué-

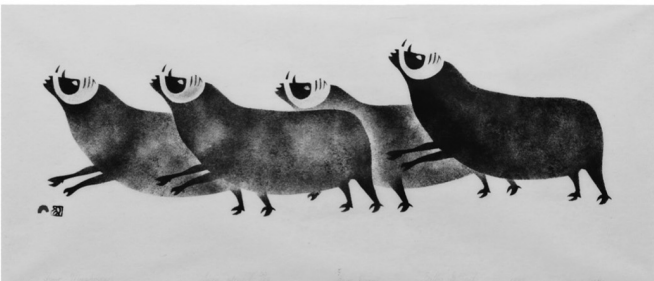
bécois. Précédé d'une simple voiture de police, le cortège parisien, au milieu duquel flottaient des drapeaux québécois et des banderoles, s'était mis en marche Porte Dauphine, près de la Délégation du Québec, pour rejoindre la place du Trocadéro, à moins de deux kilomètres. Son arrivée sur le Parvis des droits de l'homme, juste en face de la tour Eiffel, a donné lieu à un bruyant concert de casseroles.

La manifestation avait été organisée par le Collectif SoDé-Québec (pour Solidarité démocratique Québec), un mouvement lancé par trois jeunes Français qui ont étudié et vécu au Québec.

Waddingtons.ca

Journée d'évaluation gratuite: Oeuvres d'art canadien et inuit

Nos spécialistes seront disponibles à Montréal le 10 juillet 2012



Osuitok Ipeelee, Four Musk Oxen
Prix Réalisé: 12,000\$

Pour prendre rendez-vous, veuillez communiquer avec
Lydia Abbott au 1.877.504.5700 ext. 6177
lydia.abbott@waddingtons.ca

275 King Street East, Toronto Ontario Canada M5A 1K2
Tél: 416.504.9100 Sans frais: 1.877.504.5700

LE DEVOIR
SERVICE
À LA CLIENTÈLE

HORAIRE POUR LA FÊTE
NATIONALE DU QUÉBEC
ET LA FÊTE DU CANADA

Lundi, 25 juin : FERMÉ*
Lundi, 2 juillet : FERMÉ**

* Pour être effectives le 25 juin, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 22 juin.

** Pour être effectives le 2 juillet, les demandes d'arrêts temporaires de livraison par camelot doivent nous parvenir au plus tard le 29 juin.

Un parc au nom de Jack Layton

Hudson — Un parc de la ville d'Hudson, à l'ouest de Montréal, portera dorénavant le nom de Jack Layton, l'ancien chef du Nouveau parti démocratique décédé l'été dernier. Une cérémonie officielle a eu lieu samedi après-midi en présence du chef actuel du NPD, Thomas Mulcair, et de la famille de M. Layton. « C'est un tel plaisir que d'être ici par une journée ensoleillée. Cela représente tellement bien ce que Jack a réussi et accompli. Il a toujours souhaité un Canada plus vert, il en a parlé beaucoup, et c'était l'une de ses grandes priorités. Il a toujours eu aussi une vision où les gens pouvaient avoir le pouvoir

d'amener du changement », a déclaré M. Mulcair, qui s'est exprimé en présence de la veuve de Jack Layton, Olivia Chow. « Il ne prétendait pas être celui qui allait imposer le changement. Il voulait que les gens sentent le pouvoir d'amener ce changement. C'était la beauté de son message. [...] Jack était la joie de vivre incarnée. Jack était quelqu'un qui était rempli d'espoir et qui partageait avec tout le monde. Il communiquait toujours ça », a aussi noté le député de la circonscription d'Outremont. Jack Layton est né à Hudson le 18 juillet 1950. Le parc qui portera son nom était connu à l'origine comme la marina de Hudson, située sur les rives du lac de Deux-Montagnes.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

BILAN CONSERVATEUR

Un risque calculé?



MANON CORNELIER
à Ottawa

Le gouvernement Harper a misé à peu près tout son capital politique sur le dernier budget et son projet de loi de mise en œuvre, l'éléphantinesque C-38. Presque toutes ses grandes réformes s'y trouvent. En particulier celles dont les conservateurs n'avaient soufflé mot, de façon explicite, durant la dernière campagne électorale. Comme celles de l'assurance-emploi et de la Sécurité de la vieillesse.

Mais comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a sorti le rouleau compresseur pour en escamoter l'étude et forcer son adoption rapide. Ce budget, ce projet de loi et la manière utilisée pour les imposer ne s'oublieront pas de sitôt. On peut même dire qu'ils représentent tout ce qui ne va pas avec le style de gouvernance des conservateurs.

Au lieu de profiter de leur majorité pour adoucir les angles, sachant qu'ils auront de toute manière gain de cause, ils ont abusé de leur position de force pour entrer dans la gorge non seulement du Parlement, mais aussi de l'ensemble des Canadiens, des transformations profondes aux lois environnementales et à des maillons importants et anciens du filet social canadien. Tout cela, sans débat, consultation ou étude dignes de ce nom.

Quant aux compressions, on attend encore d'en connaître les détails. Tout ce qui filtre vient des syndicats, de fonctionnaires ou de chercheurs profondément déçus. Le gouvernement, lui, carbure au secret, au point de refuser au directeur parlementaire du budget les informations qu'il demande. Que ce dernier ait un avis juridique concluant que ce refus est un affront à la Loi sur le Parlement n'y change rien. Ce gouvernement en fait plus que jamais à sa tête.



En jouant cette carte, le gouvernement Harper risque gros, et les derniers sondages montrent que ça ne passe pas comme une lettre à la poste. De premier, il est passé deuxième derrière le NPD dans les intentions de vote à l'échelle du pays. Et il n'est pas rare d'entendre des supporteurs conservateurs dire qu'ils n'ont pas voté pour ça.

Pas plus d'ailleurs que pour ses attaques répétées contre des fonctionnaires du Parlement ou quiconque ose le contredire. Quand le vérificateur général donne raison au directeur parlementaire du budget sur le coût des F-35 et confirme du même coup que les conservateurs ont menti en campagne électorale, ils mettent en doute ses méthodes de calcul.

Quand le commissaire à l'environnement conclut que le Canada ne pourra atteindre ses maigres cibles de réductions des gaz à effet de serre, le ministre de l'Environnement affirme que le commissaire a mal compris un programme et utilisé les mauvais chiffres. Et ce n'est pas le dernier rapport de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE), qui confirme les propos du commissaire, qui le fera changer d'idée.

Ce gouvernement ne peut se tromper. À l'entendre, il est parfait. Les *mea-culpa* sont pour les autres. Les projets de loi méritent rarement d'être amendés. Même l'énorme C-38 et ses quelque 750 articles n'ont pas nécessité un seul changement de virgule.

Et quand les députés disent vouloir débattre du projet, on les accuse d'obstruction et de faire perdre leur argent aux contribuables. Le Parlement serait-il une dépense futile? Il risque de le devenir s'il continue d'être traité de cette manière autoritaire.



Le gouvernement a eu ce qu'il voulait ce printemps, mais il n'a pas eu la vie facile pour autant. Plusieurs dossiers sont venus entacher sa réputation et le hanteront encore à l'automne. Du coût des F-35 au jus d'orange à 16\$ de la ministre Bev Oda en passant par les dépenses électorales du secrétaire parlementaire du premier ministre, Dean Del Mastro.

Mais le plus explosif est sûrement celui des appels frauduleux faits durant la dernière campagne électorale pour diriger des électeurs vers de mauvais bureaux de scrutin. Élections Canada poursuit son enquête, mais, pour l'instant, presque toutes les pistes mènent vers le Parti conservateur.

Le C-38 demeure toutefois le dossier le plus délicat, car il est le seul à avoir uni contre lui des gens d'un bout à l'autre du spectre politique. D'anciens alliés décrochent. Deux anciens ministres conservateurs ont dénoncé les changements à la Loi sur les pêches. D'anciens députés progressistes-conservateurs du Québec ont confié à Radio-Canada ne pouvoir voter pour ces conservateurs-là. Un ancien porte-parole conservateur en matière d'environnement a déploré la disparition de la TRNEE. Des scientifiques, des groupes de personnes âgées, les premiers ministres des provinces atlantiques ont manifesté tour à tour leur désaccord avec un aspect ou un autre de C-38. Et c'est sans compter les quelques députés conservateurs qui ont osé murmurer des réserves.

Il y a là dans ce sourd mécontentement une forme d'avertissement pour le gouvernement Harper. A pousser trop vite, trop fort, il pourrait en arriver à pousser trop loin et à réveiller un géant qui dort.

Car les électeurs auront encore bien des occasions de se faire rafraîchir la mémoire. Un autre projet de loi budgétaire sera présenté cet automne. Quant à C-38, il n'est pas encore mis en œuvre. Des règlements seront publiés au cours des prochains mois, et les réformes finiront par faire sentir leurs effets. Les conservateurs ont pris un risque avec ce budget. Le temps nous dira s'il était bien calculé.

Des élections automnales pour dénouer le conflit étudiant

Raymond Bachand y voit une issue à la crise plus probable que la médiation

MICHEL DOLBEC
à Paris

Le ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, rejette l'idée d'une médiation pour résoudre le conflit étudiant, et soutient que la solution réside désormais dans la tenue d'élections générales cet automne.

«La seule sortie de crise possible est à travers la tenue d'élections [...] Nous sommes en campagne préélectorale pour un scrutin fort probable à l'automne», a déclaré le ministre au quotidien français *Le Monde*, qui consacre la moitié de son dernier cahier «Géo & Politique» au printemps québécois.

Dans cette entrevue, le ministre écarte sans réserve l'idée de recourir à une médiation pour sortir de l'impasse. «Le budget de l'État ne se gère pas par l'entremise de médiateurs. Les deux tiers de l'électorat appuient la position du gouvernement», a-t-il tranché.

De la même manière, il n'envisage nullement que les négociations avec les leaders étudiants, rompues depuis le 31 mai, puissent reprendre leur cours. «Ils ne veulent pas négocier. Il y aura discussion quand ils seront prêts à accepter le principe d'une hausse des frais. Sur les trois fédé-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Le ministre des Finances, Raymond Bachand

ration estudiantines, l'une d'entre elles, la CLASSE, exige un gel, et les deux autres ne veulent pas se désolidariser», a dit M. Bachand.

En préambule de l'entrevue, *Le Monde* rappelle — sous la plume de la journaliste Martine Jacot, grande spécialiste du Québec — que Raymond Bachand est l'un des membres du

gouvernement Charest qui «s'exprime le plus souvent — et sans ambages — sur la crise sociale» que traverse le Québec.

Pendant cet entretien, le ministre libéral a fermement défendu la hausse des droits de scolarité et l'adoption du projet de loi 78 (qui ont très mauvaise presse en France), tout comme il a pleinement assumé le fait d'avoir assimilé les étudiants à des «radicaux», à des «marxistes» et à des «communistes».

«Avant l'adoption de la loi 78, une centaine de jeunes gens en chemises noires sont entrés à la faculté de droit de l'UQAM, bouculant et expulsant des amphes les étudiants prêts à reprendre les cours. Le droit à l'éducation est un droit fondamental. Les injonctions des tribunaux pour la reprise des cours étaient ignorées. Il fallait une loi très dure, sinon c'était l'anarchie», a-t-il soutenu.

Par ailleurs, Le PLQ a mis en ligne hier une courte publicité sans narration montrant le chef du Parti québécois Pauline Marois frappant ensemble deux couvercles de casseroles lors d'une manifestation. Cette publicité sera diffusée à la télévision à compter d'aujourd'hui.

Avec *Le Devoir*
La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a assisté au Défilé des géants de la Fête nationale, dimanche, à Montréal.

Pauline Marois trouve « bien dommage » qu'il n'y ait pas d'alliance entre la CAQ et le PLQ

MARIE-MICHÈLE SIOUÏ

La chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, trouve «bien dommage» que la Coalition avenir Québec (CAQ) rejette l'idée d'une alliance avec le Parti libéral du Québec (PLQ), car «ils se ressemblent tellement», selon elle.

Le rire dans la voix, la chef péquiste ne semblait ni satisfaite ni inquiète d'apprendre que M. Legault envisage des «ententes ponctuelles» avec le PLQ s'il prend la tête d'un gouvernement caquiste minoritaire aux prochaines élections.

M^{me} Marois semble même déçue de la décision de M. Legault de renoncer à former un éventuel gouvernement de coalition avec les libéraux, car, selon elle, «la CAQ, c'est un peu M. Charest».

Pour illustrer ses propos, M^{me} Marois souligne l'appui de la CAQ et du PLQ au projet de loi 78 et à la hausse des droits de scolarité, dénonçant également leur gestion «semblable» des ressources naturelles et leur rejet de la souveraineté.

Elle ajoute que son parti se distingue de

celui de M. Charest, où «la corruption est à l'ordre du jour».

La chef de l'opposition estime que MM. Charest et Legault «se ressemblent beaucoup» et que cette similitude permet à son parti de se démarquer.

M. Legault a récemment laissé entendre qu'il pourrait conclure des ententes à la pièce avec un parti d'opposition, mais qu'il ne souhaitait pas former de gouvernement de coalition.

La Presse canadienne

Luigi Coretti est arrêté pour fraude et fabrication de faux documents

L'ancien patron de BCIA est un ami de l'ex-ministre Tony Tomassi

La Sûreté du Québec a arrêté Luigi Coretti hier matin, à la suite d'une enquête sur de présumées fraudes commises pendant une période comprise entre 2005 et 2010.

Luigi Coretti est un ami de l'ancien député libéral et ex-ministre de la Famille Tony Tomassi, qui fait face à des accusations de fraude envers le gouvernement et d'abus de confiance par un fonctionnaire public.

Le premier ministre Jean Charest avait expulsé son ministre de la Famille du caucus libéral et averti la police, en

mai 2010, après avoir appris que M. Tomassi aurait utilisé une carte de crédit appartenant à la firme de sécurité BCIA, l'entreprise de l'homme d'affaires Coretti.

Luigi Coretti, un Lavallois de 47 ans, faisait l'objet d'un mandat d'arrestation pour fraude de plus de 5000\$, pour fausses déclarations et pour fabrication de faux documents. L'ancien patron de BCIA, une firme qui a déclaré faillite en mai 2010, aurait notamment surévalué des comptes clients de manière à obtenir frauduleusement du financement d'institutions financières.

M. Coretti a été libéré hier sous condition. Il comparaitra au palais de justice de Montréal à une date ultérieure afin d'y être formellement accusé.

Tony Tomassi, lui, a exercé ses fonctions à titre de député indépendant, de son expulsion le 6 mai 2010 à sa démission le 3 mai 2012, ne se présentant au Salon bleu qu'à «l'occasion de quelques séances», indique le rapport du commissaire à l'éthique et à la déontologie.

Il comparaitra en septembre au palais de justice de Québec.

La Presse canadienne

Carré rouge: la ministre St-Pierre n'a toujours pas joint le conteur Fred Pellerin

La ministre de la Culture, Christine St-Pierre, n'a pas encore réussi à joindre le conteur Fred Pellerin, qui a récemment refusé d'être fait chevalier de l'Ordre national du Québec. Dans une missive transmise à l'Ordre national, le jeune auteur, qui arbore le carré rouge étudiant, a justifié sa décision en invoquant la crise sociale actuelle. La ministre, qui avait associé le port du carré rouge à la promotion de la violence, s'est par la suite excusée auprès des artistes qu'elle avait pu offenser, dont Fred Pellerin. Pas moins de 2600 comédiens, chanteurs, écrivains, cinéastes et journalistes culturels avaient fait front pour exiger que la ministre fasse son *mea-culpa*. Christine St-Pierre affirme avoir tenté de contacter Fred Pellerin, la semaine dernière, mais celui-ci était très occupé, car il participait à un tour-nage. Mme St-Pierre entend néanmoins avoir un entretien avec M. Pellerin sous peu.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Construction: fin du vote pour changer d'allégeance syndicale

LIA LÉVESQUE

Les ouvriers de la construction du Québec ont vécu une première avec la fin, hier, de la période de vote postal pour changer d'allégeance syndicale.

Pour la première fois, en effet, le vote de changement d'allégeance s'est déroulé par la poste, et ce, du 4 au 25 juin.

Ce scrutin a été précédé d'une période de maraudage, du 1^{er} mai au 3 juin, pendant laquelle les cinq organisations syndicales de la construction ont fait valoir leurs atouts auprès des ouvriers.

Les ouvriers qui ne désiraient pas changer d'allégeance n'avaient pas à exercer leur droit de vote. Comme c'était le cas avant, seuls ceux qui voulaient choisir une autre organisation syndicale devaient exercer leur vote.

En entrevue vendredi, le porte-parole de la Commission de la construction du Québec (CCQ), Louis-Pascal Cyr, ne pouvait dire combien d'ouvriers s'étaient effectivement prévalus de leur droit de vote. Le bulletin devait être rendu dans la boîte postale de la CCQ au plus tard le 25.

Le dépouillement des votes doit débuter le 29 juin; il est possible qu'il dure plus d'une journée, selon le nombre de bulletins qui devront être dépouillés. Les résultats préliminaires devraient être connus au début du mois de juillet.

En 2009, la représentativité des syndicats était la suivante: FTQ-Construction 42,9%, Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) 26,1%, CSD-Construction 14,1%, CSN-Construction 10,6% et Syndi-

cat québécois de la construction 6,3%.

Fait inusité: ce premier vote postal des ouvriers de la construction se déroule alors qu'un conflit de travail sévit à la Commission de la construction, chargée de superviser ce scrutin. Néanmoins, M. Cyr a assuré que le dépouillement des votes ne serait pas entravé par la grève des 600 employés de la CCQ, puisqu'il est effectué par des cadres.

Pour le directeur général de la FTQ-Construction, Yves Ouellet, «le vrai test va être de voir comment ils vont gérer tous les pépins qui vont sortir», puisque le vote postal est une première.

Le directeur général de la FTQ-Construction se montre confiant malgré tout. «On n'est pas rentrés dans ce maraudage-là la tête baissée; on est rentrés là avec l'esprit des gagnants», a-t-il lancé.

Du côté de la CSN-Construction, le président, Aldo Miguel Paolinelli ne pense pas que la grève à la CCQ nuira au scrutin. «Ce que nous avons ressenti durant toute notre campagne, c'est qu'effectivement, il y a beaucoup de travailleurs qui avaient l'intention de changer d'organisation syndicale. Si ces intentions qui nous ont été manifestées sont suivies du geste de remplir un bulletin et de l'envoyer par la poste, il peut y avoir un grand mouvement de votes», a-t-il affirmé en entrevue.

Le prochain scrutin syndical n'aura lieu qu'en 2016. On compte 165 000 ouvriers de la construction au Québec; tous n'ont toutefois pas le droit de vote.

La Presse canadienne



L'effondrement du toit du centre commercial a laissé un trou de 12 mètres sur 24.

Elliot Lake: le centre commercial avait fait l'objet de plaintes

Toronto — Le centre commercial ontarien dont le toit s'est partiellement effondré durant le week-end, tuant au moins une personne, avait fait l'objet de plusieurs plaintes par le passé pour des problèmes de fuites et de moisissures, selon le ministère du Travail de l'Ontario.

Les représentants du gouvernement ont visité six fois le centre commercial Algo, à Elliot Lake, durant les trois dernières années, notamment en raison de tuyaux qui fuyaient, du toit qui coulait, de la présence de moisissures et d'un escalier mécanique dangereux, a révélé hier le porte-parole du ministère, Matt Blajer.

Dans un courriel, M. Blajer a confirmé qu'il n'y avait pas de travaux en cours sur les lieux au moment de l'incident. Il a précisé que la plus récente visite remontait au 11 janvier à

cause d'une plainte au sujet du toit qui fuyait, mais qu'aucun ordre n'avait été donné.

D'après Matt Blajer, l'entreprise propriétaire du bâtiment, Eastwood Mall Inc., avait fourni des renseignements concernant l'entretien des lieux et prévoyait régler les problèmes de manière permanente au plus tard à la fin de l'été 2012.

Les employés du ministère du Travail se sont rendus au centre commercial Algo à quatre reprises entre novembre 2010 et août 2011 afin de faire le suivi d'autres plaintes, mais pas trouvé d'infraction à la Loi sur la santé et la sécurité au travail. Chaque fois que des directives ont été émises, le propriétaire de la bâtisse les a respectées, a indiqué le ministère.

Une source au sein d'Eastwood Mall Inc. a révélé que la structure du complexe de

deux étages construit dans les années 1980 avait été examinée en mai et qu'elle avait réussi le test. Le toit avait été réparé afin de prévenir les fuites, mais aucune rénovation importante n'était en cours lorsque l'effondrement s'est produit, a ajouté la source.

Le risque d'un second effondrement a forcé hier les secouristes à abandonner leurs recherches. Au moins deux personnes se trouvent encore sous les gravats de béton. Les recherches ont toutefois repris par la suite à la demande du premier ministre de la province, Dalton McGuinty, ont indiqué les autorités, hier soir. Plusieurs dizaines de résidents avaient exprimé leur colère après l'annonce de l'abandon des recherches.

La Presse canadienne

SNC-Lavalin: deux ex-dirigeants de retour en cour

Toronto — Deux anciens dirigeants de la société d'ingénierie SNC-Lavalin devront se présenter de nouveau en cour l'an prochain pour faire face à une accusation de corruption. Ramesh Shah, 61 ans, d'Oakville, en Ontario, et Mohammad Ismail, 48 ans, de Mississauga, en Ontario, sont accusés d'avoir tenté de soudoyer des responsables au Bangladesh. Ni les deux hommes ni leurs avocats n'étaient présents hier à l'occasion d'une audience devant un juge ontarien. L'enquête préliminaire des accusés a été fixée du 8 au 19 avril 2013. La poursuite allègue que les deux coaccusés ont offert des paiements afin de s'assurer d'obtenir des contrats de supervision et de construction pour un pont de 6,5 kilomètres au-dessus du fleuve Padma. Ramesh Shah était vice-président chez SNC-Lavalin alors que Mohammad Ismail était directeur des projets internationaux de SNC-Lavalin à Toronto. Aucun échange d'argent n'a eu lieu, mais les deux hommes sont accusés d'avoir enfreint la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers. La loi prévoit une sentence maximale de cinq ans de prison, ce qui en fait un délit passible d'extradition. Les juges peuvent aussi, à leur discrétion, imposer une amende pour laquelle aucun plafond n'est fixé. Une porte-parole de SNC-Lavalin a indiqué vendredi que la société n'avait pas été accusée et qu'aucun autre employé de l'entreprise n'avait été accusé dans cette affaire.

La Presse canadienne

Appels frauduleux: le PCC se défend

Ottawa — Une requête visant à faire invalider les résultats de la dernière élection fédérale dans une poignée de circonscriptions en raison d'appels frauduleux devrait être rejetée parce qu'elle a été déposée trop tard, a déclaré hier l'avocat du Parti conservateur du Canada devant la Cour fédérale. Sept circonscriptions où les députés conservateurs ont gagné de justesse sont visées par la requête. Mais l'avocat du Parti conservateur, Arthur Hamilton, a affirmé hier que le délai pour contester les résultats d'une élection était de 30 jours à la suite de la proclamation officielle des vainqueurs. Dans le cas présent, la demande aurait donc dû être présentée en juin 2011. M. Hamilton a rappelé que la requête avait été déposée en mars 2012 et qu'il était donc trop tard pour qu'elle soit considérée par la Cour fédérale.

La Presse canadienne

Une ultime semaine pour Réjean Parent

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) changera bientôt de capitaine: son président depuis 2003, Réjean Parent, quittera son poste au terme du congrès de son organisation, vendredi prochain. Puisqu'il n'a pas tendance à «débarquer du bateau en plein milieu de la mer», comme il le dit, M. Parent profite d'un certain répit avant la préparation de nouvelles négociations pour tirer sa révérence. Bien qu'il y ait «un peu de houle dans le port», pour reprendre l'expression qu'il lance notamment en référence au conflit étudiant actuel, celui qui cumule trois mandats de

trois ans à la présidence de la CSQ estime que le moment est bien choisi pour se consacrer à d'autres projets. Il rappelle que le prochain congrès de la CSQ — pendant lequel un nouveau président pourrait être élu — aura lieu en 2015, en plein cœur des prochaines négociations du secteur public. En effet, il observe que briguer un nouveau mandat cette semaine équivaldrait à envisager les six prochaines années à la tête de la CSQ, car il est préférable, selon lui, qu'un président mène l'ensemble de ces négociations. La vice-présidente actuelle de la CSQ, Louise Chabot, est pour l'instant la seule à avoir manifesté de l'intérêt pour remplacer M. Parent.

La Presse canadienne

Scouts Canada: un rapport «troublant» sur les cas d'agressions sexuelles

HEATHER SCOFFIELD à Ottawa

Un examen indépendant des dossiers des soixante dernières années de Scouts Canada révèle que, dans 65 cas d'allégations d'«inconduite sexuelle», l'organisation n'a pas relayé l'information à la police. Et certains de ces cas sont relativement récents.

Pas moins de 13 cas, sur les 65 soulevés, ont été portés à l'attention de la direction de Scouts Canada depuis 1992, date à laquelle il est devenu obligatoire de signaler tout comportement suspect aux policiers, indique-t-on dans le rapport de la firme KPMG, publié hier. «Je présume que ce qu'il y a de plus troublant dans le rapport, c'est lorsqu'on fait mention de ces moments où nos processus et procédures, nos politiques et notre personnel ont échoué, a mentionné le commissaire en chef de Scouts Canada, Steve Kent. Nous avons manqué à nos propres politiques et procédures.»

Scouts Canada a fourni tous les documents litigieux trouvés dès l'instant où KPMG a relevé des

incidents non signalés, a poursuivi M. Kent. «Je peux vous assurer en toute confiance que nous avons partagé avec les forces de l'ordre de tout le pays l'ensemble des dossiers liés à des cas présumés d'agressions», a-t-il renchéri.

L'organisation de loisirs pour jeunes a accueilli 17 millions d'enfants au Canada depuis 1905. En 2011, Scouts Canada comptait 102 609 membres pour quelque 24 000 bénévoles.

Scouts Canada a demandé à KPMG d'examiner l'ensemble de ses documents après qu'une enquête du réseau anglais de Radio-Canada, l'autonne dernier, eut dévoilé des dizaines d'ententes de confidentialité, dont l'esprit empêchait essentiellement les victimes de dénoncer leur agresseur au fil des ans. L'organisation avait d'abord indiqué à KPMG que 350 dossiers devraient être révisés. Ce chiffre a toutefois été augmenté à 468. KPMG n'a pas conclu à une intention systématique d'effacer ou de cacher des incidents d'inconduite sexuelle, a déclaré M. Kent.

La Presse canadienne

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sudoku

par Fabien Savary

6			5	3				
1	9		7					5
				8				1
5					2			
		4	1			6		
			3				7	8
4	7	9						
			1					
				4				3
					6	9	2	
								1

Niveau de difficulté : MOYEN

2107

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

3	7	9	4	5	2	6	8	1
2	1	4	6	8	3	9	5	7
5	8	6	9	1	7	3	2	4
7	5	2	3	9	1	8	4	6
6	9	3	8	4	5	7	1	2
8	4	1	2	7	6	5	3	9
1	6	7	5	3	4	2	9	8
4	3	8	7	2	9	1	6	5
9	2	5	1	6	8	4	7	3

2106

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Dr Robert A. Charbonneau, dentiste

Soyez avisés que Dr. Robert A. Charbonneau, dentiste, a cessé d'exercer ses activités professionnelles le 1^{er} juin 2012. Les dossiers du Dr Charbonneau ont été cédés au Dr Jean-Pierre Tabah. Les patients du Dr Charbonneau ont un délai de trente (30) jours pour soit, accepter la cession de leur dossier au Dr Tabah, reprendre leur dossier ou en demander le transfert à un autre professionnel. Le Dr Tabah peut être rejoint à la CLINIQUE DENTAIRE, ARBOUR, CHARBONNEAU & ASSOCIÉS au 1631, rue de Salaberry, bureau 201, Montréal, Québec, H3M 1K3 au numéro (514) 336-4752 du lundi au vendredi de 7h30 à 17h.

AVIS AUX CRÉANCIERS

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES donné que la proposition déposée par SMT-SERVICE MAINTENANCE TOTAL INC. le 15 mai 2012 a été refusée par les créanciers lors de l'assemblée des créanciers, tenue le 18 juin 2012. La débitrice est donc réputée avoir fait cession de ses biens, et ce en date du 18 juin 2012. DATÉ À STE-THÉRÈSE, ce 21 juin 2012. Éric Bisson, CA, CRRP, Syndic Responsable de l'actif

Canada
Province de Québec
District de Terrebonne
Localité Saint-Jérôme

COUR DU QUÉBEC
Chambre civile
Division des petites créances
25, De Martigny Ouest
Saint-Jérôme, Québec, J7Z 4Z1
Téléphone: 450-431-4439

ORDONNANCE (Art. 139 C.p.c.)

Il est ordonné aux défendeurs ci-dessous mentionnés d'informer le greffier de l'option choisie dans un délai de trente (30) jours de la publication de la présente ordonnance. Des copies de la demande et de l'avis des options du défendeur ont été laissées au greffe de cette cour à votre intention. À défaut de ce faire, jugement pourra être rendu contre vous sans autre avis ni délai.

Défendeurs
RAYNALD LEVERT, autrefois domicilié au : 31 chemin du Lac Fawn Ouest, Harrington, Qc, J8G 2T3
DOMINIQUE HARNOIS, autrefois domicilié au : 31 chemin du Lac Fawn Ouest, Harrington, Qc, J8G 2T3 2641-9028 QUÉBEC INC. faisant affaires sous CONSTRUCTION PRO S.R., 57 rue Armand, Salaberry-de-Valleyfield, Qc, J6S 2L1
MARTIN PAIEMENT, autrefois domicilié au : 88 rue Charlotte, app. 402, Montréal, Qc, H2X 4E2
JÉRÉMI SIROIS, faisant affaires sous Lagaré Marketing, 483 Mont-Royal Est, suite 301, Montréal, Qc, H2J 1Z1

N° dossiers
725-32-000091-111
725-32-000091-111
700-32-025362-110
700-32-025839-117
700-32-026257-125

Demandeurs
ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DU LAC FAWN
ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DU LAC FAWN
RÉAL CARRIÈRE
GESTION DU FORGE INC
INNOVASTREAM INC.

Avis public

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2013-2014-2015

AVIS est par les présentes donné que le conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal adoptera le programme des dépenses d'immobilisations pour 2013, 2014 et 2015 de l'arrondissement lors d'une séance extraordinaire qui sera tenue le mercredi 4 juillet 2012, à 13 h 30, à la salle Le Plateau située au 5^e étage du 201, avenue Laurier Est. PRENEZ EN OUTRE AVIS qu'au cours de cette séance, la période de questions et requêtes du public aux membres du conseil ne pourra porter que sur le sujet ci-dessus mentionné.

Donné à Montréal, ce 26^e jour du mois de juin 2012
Le secrétaire d'arrondissement, M^{re} Claude Groulx



Don in memoriam Un don de réconfort et d'espoir

514 527-2194
1 877 336-4443
www.fqc.qc.ca

Fondation québécoise du cancer

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES

HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:

Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi:

Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344
Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics
www.ledevoir.com/services-et-annonces/appeils-d-offres
Courriel : avisdev@ledevoir.com

Fêtez le méga solde de Porter et ses méga rabais !

Chapeaux, gazous et confettis ! Sautez sur la piste de danse. Profitez de nos tarifs les plus bas sur certains vols. Faites vite ! C'est trop beau pour durer. Réservez en mentionnant le code MEGA

MÉGA SOLDE PORTER

Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 29 juin. Voyagez entre le 7 juillet et le 14 décembre 2012. Mentionnez le code MEGA
Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.* Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

HALIFAX 2 par jour 178 \$ Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour 92 \$ Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE 167 \$ Taxes et frais compris	ST. JOHN'S 236 \$ Taxes et frais compris	SUDBURY 167 \$ Taxes et frais compris	THUNDER BAY 166 \$ Taxes et frais compris	TIMMINS 182 \$ Taxes et frais compris	WINDSOR 174 \$ Taxes et frais compris	BOSTON 183 \$ Taxes et frais compris
CHICAGO 183 \$ Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH À partir du 13 septembre 365 \$ Taxes et frais compris	NEW YORK 162 \$ Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles 183 \$ Taxes et frais compris					

**PRIX
TOUT
COMPRIS**

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

*Réservation avant le 29 juin 2012. Voyagez entre le 7 juillet et le 14 décembre 2012. Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site internet au moment de la réservation, ce dernier prévaudra.

ÉDITORIAL

LE FRÈRE ÉLU PRÉSIDENT

Court-circuit

L'élection d'un Frère musulman à la présidence de l'Égypte a les atours de l'événement historique, de l'inédit politique, mais guère plus. Car, une fois le paravent écarté, on constate qu'entre les accords tacites avec l'armée, le zapping constitutionnel accompli récemment par celle-ci et autres entourloupettes, l'espérance démocratique qui avait soufflé sur la place Tahrir a été réduite comme une peau de chagrin. C'est le cas de le dire.

Il est vrai que, pour la première fois en 7000 ans, les Égyptiens ont participé à un scrutin qui, selon les observateurs dépêchés sur place, s'est déroulé sans anicroches notables. Il est vrai également qu'après avoir subi à intervalles réguliers les assauts très musclés des gradés pendant des décennies, la confrérie fondée à la fin des années 20 par Hasan al-Banna voit un des siens accéder au poste suprême. Son identité? Mohamed Morsi.

À ces faits d'autres pourraient être ajoutés, qui tous appartiennent à la catégorie du jamais vu en terre égyptienne. Mais voilà, lorsqu'on s'attarde aux faits politiques afférents aux dix-huit derniers mois, soit depuis l'amorce du soulèvement, on observe que le jamais vu s'est accouplé avec le déjà vu, avec la ritournelle du banal, du connu et son lot de méfaits antidémocratiques. Parmi ces faits, on commencera par les plus récents et les plus chiffrés.



SERGE TRUFFAUT

Morsi a devancé son concurrent Ahmad Chafiq, ex-général et ex-premier ministre d'Hosni Moubarak, en récoltant 51,7% des suffrages. Autrement dit, sa victoire s'est faite dans un mouchoir de poche. À cela, il faut rappeler ceci: lors du premier tour des législatives en décembre dernier, les Frères avaient obtenu 43% des votes alors que, lors du premier tour de la présidentielle, ils n'ont séduit que 24,8% de l'électorat. CQFD: lors de la finale présidentielle, beaucoup

de citoyens ont voté par défaut pour le candidat qui a maintes fois souligné sa volonté d'introduire, et davantage, la charia.

Tout un chacun aura calculé qu'entre le premier tour des législatives et celui de la présidentielle, les Frères ont perdu près de 20%. Ce recul est essentiellement attribuable à l'attitude qu'ils ont adoptée lorsque des centaines de milliers d'Égyptiens ont exprimé leur désir démocratique et à la position qu'ils ont développée dans leurs relations avec l'armée depuis lors. Dans le premier cas, il faut souligner que la réticence mêlée d'un mépris évident pour ces jeunes qui, par l'entremise des réseaux sociaux, ont lancé le mouvement de contestation d'un régime usé et corrompu a distingué les Frères des autres courants opposés à la dictature militaire. Bref, ils ont embarqué dans le train en retard pour mieux étrangler les espoirs que celui-ci transportait.

En effet, depuis le jour au cours duquel Moubarak a jeté l'éponge, les Frères se sont appliqués avec méticulosité à jouer un rôle contre-révolutionnaire. Par exemple, ils ont fait élire un général proche du Conseil supérieur des forces armées lors des législatives qui est devenu après coup le patron de la Commission de défense nationale. Et alors? Lors de l'embrouille constitutionnelle menée tout récemment par les gradés, ces derniers ont décrété que le président n'aurait plus de pouvoir sur cette Commission qui, signe très particulier, fait la pluie et le beau temps au sein des sociétés d'État.

En fait, sur ce front, rien ne résume mieux l'inflexion politique récente de la confrérie que ce constat de la chercheuse égyptienne Chaymaa Hassabo recueilli par le site d'information Médiapart: «*Depuis le mois de février, les Frères se sont toujours arrangés pour noyer la voix de ceux qui appelaient à la fin du pouvoir militaire. Leur stratégie est de faire le vide autour d'eux. D'un autre côté, le pouvoir militaire a besoin d'eux et de leur ancrage dans la société égyptienne. Pour l'armée, c'est un relais utile, essentiel même, qui explique l'origine et la persistance de ce couple que l'on jugerait a priori contre nature.*»

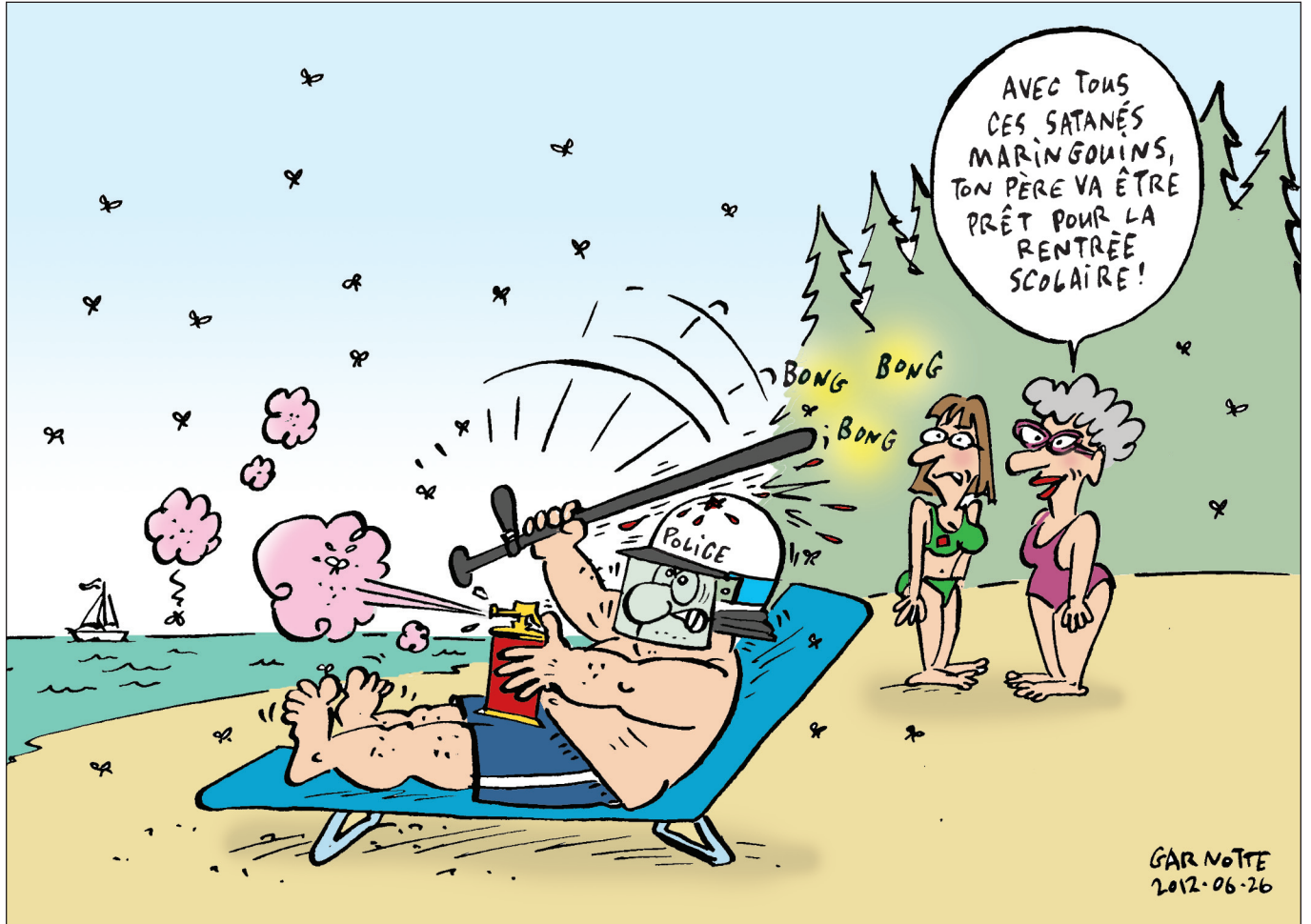
On douterait de la pertinence de cette analyse que l'on concentrerait le regard sur le coup d'État sans effusion que viennent d'effectuer les militaires. Ces derniers, c'est le moins que l'on puisse dire, n'ont pas fait dans le détail: ils se sont arrogé la supervision de la rédaction de la future constitution, ils ont décidé que tout ce qui a trait à la défense et aux affaires étrangères était leur chasse gardée, etc. Si l'on ajoute que l'armée est également LE conglomérat économique du pays, on constate que celle-ci a laissé la santé et l'éducation aux Frères.

Cela étant, quand on sait que Morsi est un «petit» Frère si obéissant qu'on le décrit comme obsédé du respect de la hiérarchie, qu'il manie la langue de bois la plus nébuleuse qui soit, qu'il affirme une chose lors des meetings dans la campagne analphabète et son contraire lorsqu'il est en ville, on peut avancer que le pouvoir sera ailleurs qu'entre ses mains.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Le leadership, une denrée rare !

Au plus fort de notre sempiternel conflit étudiant que nos élus n'arrivent pas à régler est arrivée une bonne nouvelle qui pourrait avoir un impact entre autres sur l'éducation. En effet, un médecin de 53 ans, un Américain d'origine coréenne, a été élu à la présidence de la Banque mondiale. Son nom? Jim Young Kim! On sait que la Banque mondiale prête pas moins de 14 milliards de dollars par an à taux d'intérêt réduits. Pourtant, elle est plutôt anémique, notamment dans ses budgets réservés à l'éducation de base et à la santé mondiale. Par ailleurs, le Dr Kim a été le tout premier en 2003 à instaurer un programme qui réussira quelques années plus tard à soigner pas moins de 3 millions de personnes aux prises avec le VIH, et ce, avec des médicaments antirétroviraux réservés jusqu'alors seulement aux plus riches.

L'arrivée du Dr Kim peut donc véritablement changer la donne pour les plus pauvres, une bonne nouvelle en soi. On peut tout de même se demander s'il réussira à ébranler les colonnes de cette institution qui, de toute évidence, se doit de recentrer ses efforts sur des politiques qui bénéficient aux plus pauvres de notre monde, justement en privilégiant la santé et l'éducation dans ses programmes de développement.

Pendant que l'éducation au Québec est dans la rue, et plusieurs prétendront que c'est entre autres à cause du manque de leadership de nos élus, souhaitons au Dr Kim le leadership nécessaire pour remettre l'éducation et la santé dans notre monde sur la route de l'atteinte des Ob-

jectifs du millénaire pour le développement d'ici 2015. À l'échelle mondiale, les 67 millions d'enfants qui ne sont toujours pas scolarisés ne sont pas dans la rue par choix! Le leadership est une denrée rare et Dieu sait que le nouveau président en aura grandement besoin!

Yvon Dupuis
Gatineau, le 21 juin 2012

Des jeunes et de l'avenir du Québec

Il y a déjà trop longtemps que péquistes et libéraux se chamaillent dans l'arène politique espérant gagner le cœur sinon la raison d'un électoralat à l'humeur changeante et de plus en plus désabusé.

Je crois que le temps est venu pour l'apparition quasi spontanée d'un mouvement de jeunes et moins jeunes animés exclusivement par la volonté de travailler au bien commun sans avoir à porter une lourde chape partisane. Une nouvelle équipe du tonnerre crédible et porteuse d'une révolution pas si tranquille et capable d'insuffler à tout un peuple (de tout âge en incluant les nouveaux arrivants) le rêve de jours meilleurs pour tous. Un avenir équitable. Je rêve de ce jour.

J'y crois encore plus depuis la lecture du livre de Paul St-Pierre Plamondon: *Des jeunes et l'avenir du Québec*. Je l'imagine bien à la tête d'un tel mouvement qui s'inscrirait à point nommé dans le parcours historique du Québec.

Jean-Claude Côté, retraité
Québec, le 19 juin 2012

Un rêve politique

Je rêve d'une élection. Avec le cynisme politique qui règne actuellement sur le Québec, le rêve d'une élection pourrait suffire à me lever le cœur. Corruption, arrogance et dénigrement, promesses électorales irréalistes, environnement envahi de pancartes voulant me faire croire que celui qui en a le plus est le meilleur ne font pourtant pas partie de mon rêve.

Je rêve d'une élection où les différents partis auraient un temps d'antenne équivalent pour présenter leur programme et faire des débats, un espace équivalent dans nos quotidiens pour présenter leurs candidats et faire valoir leurs idées. Fini le financement des partis politiques. Les généreux donateurs pourraient offrir leur argent pour le financement de nos universités, l'éducation et la recherche, pour nos institutions de santé et pour favoriser la culture de tous.

Je rêve d'un système politique où les élus seraient dans l'obligation de faire consensus pour prendre des décisions pour faire avancer le Québec ou le pays. Le système politique actuel est désuet. Le mode de scrutin est à repenser. Comment se fait-il que, lors des dernières élections, nous ayons réussi à élire un gouvernement libéral majoritaire qui a obtenu seulement 42,08% des voix alors que 57,49% des électeurs se sont prononcés en faveur d'autres partis? Il faut moderniser et «redémocratiser» notre système politique. Il faut répandre l'idée et exiger des changements.

Carmen Poulin
Mont-Saint-Hilaire, le 20 juin 2012

LIBRE OPINION

Une force québécoise à afficher

CHRISTIANE GAGNON

Professeure à l'UQAC et responsable de l'axe aménagement et développement durable du Centre de recherche sur le développement territorial

La Déclaration de Rio+20 vient affirmer, voire renouveler, l'engagement politique des chefs d'État envers le développement durable (DD). Rappelons que c'est un des objectifs de cette Conférence internationale décennale. Sur cette seule base, il s'agit d'un succès: il y a plus d'une semaine à peine, les observateurs ne croyaient pas parvenir à ce consensus minimal sur un document de plus de 200 pages et articles!

Bien sûr, un plan d'actions chiffrées et datées, avec des engagements précis, doit suivre. Mais impossible d'exiger cela, ici à Rio, quand nous n'avons même pas encore de plan d'action sur les changements climatiques au Canada!

Il faut comprendre que cette Déclaration est un cadre de référence et de travail pour les prochaines années, et ce, dans l'esprit d'une gouvernance mondiale de l'environnement, notamment par l'entremise d'un nouveau mécanisme, soit un Forum intergouvernemental international qui devrait assurer son suivi, voire sa concrétisation.

Bien que les Européens aient souhaité la formation d'une Organisation mondiale de l'environnement, à l'image d'une OMC, la commu-

nauté internationale a plutôt choisi d'affirmer l'importance du rôle des États fédérés (ex. le Québec), voire le rôle des territoires infranationaux, dans la mise en œuvre du DD.

Par exemple, 59 villes, dont Montréal, ont signé un protocole quant à la diminution des gaz à effet de serre. Soulignons qu'à l'échelle des Nations unies, ce qui est désigné «local» n'a toutefois pas de valeur stratégique en soi. Le local est avant tout conçu comme une des échelles, du haut vers le bas, servant à appliquer les arrangements internationaux.

Or un des défis du DD est justement de faire en sorte que les territoires deviennent un lieu d'intégration et de cohérence des acteurs-partenaires, privés-publics, avec la participation incontournable de la société civile porteuse d'une transformation sociale et d'une nouvelle éthique-culture du développement. Bien que huit grands groupes majeurs (femmes, jeunes, gouvernements locaux, communauté scientifique...) soient reconnus aux Nations unies, depuis 1992, dans les faits, leur pouvoir d'influence mondiale demeure encore mince, bien que plus présent que jamais.

La valorisation des territoires appropriés pour le DD, voire du principe de subsidiarité, ne peut toutefois pas justifier le désengagement des gouvernements centraux, en matière de protection et d'amélioration des biens communs et des conditions de vie humaine.

Par exemple, le Canada, d'abord reconnu par la communauté internationale comme premier de classe au début des années 90, est maintenant classé dans le peloton de queue, défendant l'industrie du pétrole et démantelant les acquis, notamment ceux de l'évaluation environnementale (bill C-38). L'absence du premier ministre canadien à Rio+20 illustre ce désengagement.

Alors qu'une trentaine de pays avaient choisi d'ériger des pavillons, au Parc des athlètes, pour présenter leur savoir-faire et leurs innovations vertes, ou pour animer des débats (ex. pavillon de la France), le Canada, de même que le Québec, a jugé que sa présence là n'était pas utile!

Savoir-faire québécois

Pourtant, au Québec, nous avons un savoir-faire et des acquis importants en matière de DD. Il aurait donc été stratégique que Québec mette en valeur cette réalité et ce potentiel de coopération, avec la présence d'un pavillon du Québec, au-delà de la présence du premier ministre du Québec qui a dialogué avec les participants de la société civile, effort par ailleurs fort apprécié.

Un pavillon du Québec aurait ainsi permis — aux sociétés d'État, pour ne nommer que Recy-Québec, aux organisations autochtones (ex. Makivik), à la centaine de villes québé-

coises ayant adopté des démarches intégrées de DD (Gagnon, 2012), aux entreprises d'économie sociale et solidaire, coopératives vertes et d'innovation, aux réseaux universitaires, collèges verts et écoles Brundtland, bref aux multiples initiatives — de partager nos savoirs et expertises. D'autant que 50 000 délégués nationaux, différents acteurs privés, publics étaient sur place!

Ce pavillon aurait aussi permis de renforcer nos réseaux internes et externes, au profit de la construction incessante de territoires durables. Ainsi, sur une note plus personnelle, aurais-je pu avoir la fierté d'y lancer mon livre numérique (PUQ) sur les Territoires durables en devenir, au Québec et ailleurs dans le monde, au pavillon du Québec plutôt qu'à celui de la France!

Rio+20 n'est qu'un pas dans la longue marche, commencé il y a plus de 30 ans, vers un autre modèle de développement, vers une autre culture! Le DD n'est pas une fin en soi! Il interpelle notre conscience responsable, locale et planétaire, tant individuelle qu'organisationnelle. Il faut continuer le travail, redoubler les efforts dans le travail collectif amorcé et soutenir que, la prochaine fois, dans 10 ans, le Québec brille par sa présence manifeste, avec la collaboration de l'ensemble des acteurs déjà engagés sur la voie de la réflexion, des pratiques et du changement.

RIO+20

Vers une transition écologique ?

RENÉ AUDET

Chercheur à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'Université du Québec à Montréal

PATRICK BONIN

Directeur climat-énergie à l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

Les auteurs ont participé à titre d'observateurs à la Conférence des Nations unies sur le développement durable à Rio.

La compréhension actuelle de la crise écologique est on ne peut plus claire : notre modèle de développement est insoutenable tant du point de vue économique, écologique que social. Les bouleversements des systèmes de la biosphère sont d'une telle ampleur qu'une large partie de la communauté scientifique n'hésite plus à parler de l'arrivée de « l'anthropocène », une nouvelle époque géologique caractérisée par l'impact prédominant de l'activité humaine.

Face à cette réalité, l'humanité n'a d'autres choix que d'effectuer une transition écologique, c'est-à-dire transformer profondément ses systèmes économiques, technologiques, politiques et sociaux en vue d'une stabilisation de l'état des écosystèmes, puis de leur restauration. Cette transition devra également entraîner l'éradication de la pauvreté.

Or, l'humanité délègue largement cette responsabilité aux gouvernements du monde, lesquels manquent actuellement de volonté pour s'attaquer à la tâche. C'est le constat qui ressort de la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) dont la déclaration finale est loin d'être à la hauteur des défis de la transition.

Déclaration faible

Cette déclaration au langage politique très faible propose peu d'actions significatives et manque d'ambition.

Il y a bien l'annonce d'un processus multilatéral pour déterminer d'ici 2015 de nouveaux objectifs de développement durable donnant suite aux Objectifs du Millénaire pour le développement. L'intention formulée de développer un nouvel indicateur de croissance complétant le PIB pour tenir compte de critères environnementaux et sociaux est aussi intéressante. À cela s'ajoutent des initiatives qui seront souvent d'adoption volontaire.

Pour le reste, il s'agit essentiellement d'ajustements à la marge de la gouvernance multilatérale de l'environnement. Avec le « renforcement » du Programme des Nations unies pour l'environnement et la création d'un Forum politique de haut niveau au mandat encore flou, nous sommes loin de l'Organisation mondiale de l'environnement qui est réclamée depuis plusieurs années.

Ce « renforcement » du cadre institutionnel n'arrivera jamais à porter les engagements environnementaux des États au même niveau de contrainte légale que les accords de l'Organisa-



Le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Nassir Abdulaziz Al-Nasser, le secrétaire général Ban Ki-moon et la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, célébraient la fin de la conférence sur le développement durable à Rio vendredi. Les groupes de la société civile étaient quant à eux déçus.

tion mondiale du commerce. L'importance accordée à l'environnement et au commerce continue d'être déséquilibrée, au détriment évident du premier.

La déclaration de Rio+20 se démarque aussi par de nombreuses abdications. Des actions essentielles à l'amorce de la transition écologique, accompagnées d'objectifs ambitieux et d'échéancier clairs, ont été rejetées par les leaders mondiaux.

Parmi celles-ci : l'abolition urgente des 730 milliards de dollars en subvention aux combustibles fossiles, une aide financière accrue pour l'éradication de la pauvreté et la transition dans les pays en développement, un engagement fort en vue de la protection des océans, une accélération de la lutte contre les changements climatiques et contre la perte de la biodiversité, etc.

Économie verte ?

La notion d'économie verte — qui accapare plus de trois pages de la déclaration — aurait d'ailleurs pu servir à élucider ce dilemme, ne serait-ce qu'en théorie. Mais l'économie verte n'aura jamais fait consensus et se trouve finalement dépourvue de toute ambition, voire de toute précision utile sur la signification même du terme.

L'économie verte est définie dans la déclaration en fonction de « ce qu'elle n'est pas » et de « ce qu'elle devrait être » : elle ne devrait pas constituer un ensemble de « règles rigides », et elle devrait respecter la souveraineté des États. C'est donc dire qu'elle est optionnelle et qu'aucune mesure ou stratégie précise n'est évoquée.

En fin de compte, on comprend de l'économie verte qu'elle devrait contribuer à « accomplir un développement durable dans ses trois dimensions » (le social, l'environnement et l'économie). Or, pourquoi inventer une nouvelle notion qui ne fait que dupliquer le développement durable, avec un pilier social affaibli ? Cela ne vient qu'ajouter une couche de confusion sur un concept de déve-

loppement durable déjà souvent galvaudé.

Il faut admettre que la section sur l'économie verte a été largement amendée à la suite des interventions des pays en développement. Présentement, 1,4 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'électricité, plus d'un milliard n'ont pas accès à l'eau potable et un milliard souffrent de la faim. Face à ces constats, les priorités des pays en développement sont d'assurer l'éradication de la pauvreté et d'obtenir du soutien pour leur transition écologique. Ils craignent notamment que l'économie verte n'ouvre la porte à l'imposition de mesures protectionnistes par les pays développés et à de nouvelles conditions dans l'obtention de l'aide internationale.

Le gouvernement canadien

Encore une fois, le gouvernement canadien a été qualifié de « voyou » à Rio. Sur une série d'enjeux clés, le gouvernement Harper a contribué à torpiller les négociations : création d'une Organisation mondiale de l'environnement, accroissement de l'aide financière aux pays en développement, abolition rapide des subventions aux combustibles fossiles, création d'un traité pour la protection des océans, etc.

Le ministre Peter Kent aura aussi poussé l'arrogance jusqu'à affirmer que les groupes de la société civile tiennent un discours idéologique. C'est peut-être la raison qui pousse le gouvernement conservateur à bâillonner les groupes environnementaux canadiens avec le projet de loi C-38.

Notons qu'à Rio, contrairement à la pratique courante, la délégation canadienne a refusé de rencontrer officiellement les grandes organisations environnementales canadiennes. Voilà le type de décision qui contribue à la dynamique d'affrontement que le gouvernement conservateur qualifie d'idéologique.

Alors que le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon avait bien décrit le Sommet de Rio+20

comme « l'occasion d'une génération », le résultat constitue finalement un rendez-vous manqué.

Multilatéralisme et crise écologique

Plus petit dénominateur commun : c'est ce que représente la déclaration de Rio.

Il fallait préserver l'équilibre précaire entre les impératifs financiers, politiques et électoraux des puissances et des grands blocs. Voilà qui explique pourquoi la déclaration finale était déjà adoptée avant même l'arrivée des chefs d'État.

Ce résultat tend à accréditer encore davantage la thèse qui, depuis l'échec de Copenhague (2009), laisse entendre que le multilatéralisme doit s'adapter à l'ampleur et à la complexité de la crise écologique afin d'être plus efficace. Sinon, la légitimité de la gouvernance environnementale internationale continuera de s'en trouver affaiblie. Ce qui conforterait d'ailleurs certains gouvernements voyous...

Stratégies complémentaires

Faut-il donc développer des stratégies complémentaires pour amorcer la transition écologique ? Bien sûr, de multiples acteurs de la société y travaillent déjà, tant du côté des gouvernements infranationaux et locaux, des communautés, des entreprises innovantes que des organisations de la société civile. À Rio, le Sommet des peuples, qui se tenait en parallèle de la conférence de l'ONU et qui a rassemblé plus de 100 000 personnes, a contribué à l'émergence de telles alternatives.

Il y a aujourd'hui de plus en plus de partisans d'une transition dont le point de départ serait plus social qu'économique, qui mettrait l'accent sur l'équité et la communauté plutôt que sur la croissance et la technologie exclusivement.

À la lumière de l'expérience de Rio+20 et dans l'attente de chefs d'État plus responsables, la transition écologique nécessitera sans doute de donner davantage d'importance à ces stratégies alternatives.

RECHERCHE

Des leçons à tirer des États-Unis

HEATHER MUNROE-BLUM

Principale et vice-chancelière de l'Université McGill

En 2010, le Congrès américain a demandé à un comité du Conseil de recherche des États-Unis de définir dix mesures à adopter pour consolider les principales universités de recherche du pays afin d'assurer la prospérité et la sécurité du pays. Le rapport de ce comité a été publié la semaine dernière et, même s'il témoigne de la réalité des universités américaines, le Canada peut en tirer des leçons stratégiques.

Dans un contexte de crise économique mondiale, le Canada tire bien son épingle du jeu et devrait profiter de cette conjoncture favorable pour renforcer son leadership sur la scène internationale. Il dispose de solides assises : de saines politiques économiques et sociales, et un excellent réseau universitaire. D'ailleurs, certaines recommandations du rapport sont inspirées d'initiatives canadiennes, notamment les programmes d'infra-

structure et de chaires de recherche du Canada.

Le Canada demeure néanmoins confronté à des problèmes qui, s'ils ne sont pas résolus, risquent de lui faire perdre son avantage concurrentiel : nombre insuffisant d'établissements canadiens dans les palmarès universitaires mondiaux, faibles investissements commerciaux en recherche et développement, et sous-évaluation de l'importance des sciences humaines et sociales, ainsi que de la recherche fondamentale, qui sont pourtant à la base même de l'innovation. Nous reposer sur nos lauriers serait une erreur. Les pays émergents — moins touchés par la situation économique mondiale — et certains pays industrialisés investissent comme jamais auparavant dans l'innovation et dans leurs universités. Par exemple, en 2008 seulement, la Chine a octroyé davantage de diplômes de doctorat que les États-Unis.

Des pistes de réflexion

Voici quatre leçons que le Canada devrait tirer des travaux du Conseil de recherches des États-Unis s'il veut s'assu-

rer de tirer pleinement profit des investissements actuels et accroître sa compétitivité sur la scène internationale :

1. S'engager à financer la recherche et le développement universitaires de façon stable et efficace

L'instabilité est l'ennemie de l'innovation. Alors que de nouveaux chercheurs et diplômés s'établissent au pays, la concurrence s'accroît pour obtenir l'appui financier d'organismes subventionnaires canadiens, particulièrement dans le domaine de la recherche fondamentale qui, si elle est essentielle, donne généralement des résultats à plus long terme.

Paradoxalement, l'appui important consenti à la recherche universitaire par le gouvernement canadien a engendré un fardeau financier considérable pour les principales universités de recherche au Canada, en raison de coûts non capitalisés. En effet, chaque dollar investi dans la recherche engendre des « coûts indirects » de l'ordre de 50 à 70 cents : services de commercialisation, services publics, technologies de

l'information et examens des organismes de réglementation, par exemple. Ainsi, pour chaque subvention fédérale, les universités doivent réaffecter des fonds qui seraient autrement alloués à l'enseignement ou à d'autres secteurs clés. Afin d'accroître la compétitivité des États-Unis sur la scène internationale, le rapport recommande au gouvernement d'assumer la totalité des coûts directs et indirects de la recherche universitaire — et le Canada devrait emboîter le pas.

2. Réduire le fardeau réglementaire et accroître la responsabilisation

Nous devons disposer de mécanismes de responsabilisation qui favorisent la souplesse plutôt que de la réprimer. Les universités croulent sous le fardeau administratif, sans cesse alourdi par de nouveaux règlements et exigences en matière de rapports, et ce, tant au niveau provincial que fédéral.

Les universités et le gouvernement doivent revoir leurs processus afin de simplifier les mécanismes en matière de rapports, et les universités doi-

vent s'engager à communiquer leurs résultats, à maximiser le rendement des investissements publics et à rentabiliser leurs opérations, services et programmes, conformément à leur mission fondamentale.

3. Favoriser l'enseignement aux cycles supérieurs

Le gouvernement fédéral et celui de nombreuses provinces ont investi judicieusement dans l'enseignement aux cycles supérieurs (maîtrise et doctorat), comme en témoigne le nouveau Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier. Toutefois, comme l'indique le rapport, les universités doivent accroître la qualité et l'efficacité des programmes aux cycles supérieurs, offrir à ces étudiants un encadrement de haute qualité et leur permettre d'acquérir une expérience et des compétences grâce auxquelles ils pourront jouer un rôle déterminant au sein ou à l'extérieur du milieu universitaire.

Pour ce faire, les universités doivent faciliter une obtention plus rapide du diplôme, améliorer le taux de diplomation et restructurer les programmes en fonction de nou-

velles perspectives de carrière et de secteurs professionnels émergents.

4. Renforcer les partenariats avec les intervenants en innovation

En matière d'innovation, gouvernements, entreprises publiques et privées et universités ont tous un rôle à jouer. En multipliant les occasions pour les professeurs et les étudiants d'interagir avec les secteurs public et privé, au Canada comme à l'étranger, les diplômés seront mieux préparés, plus efficaces, innovants et productifs. En outre, l'élargissement et la diversification des programmes de stage axés sur la recherche collaborative ouvriront la voie à de nouvelles perspectives de carrière pour les diplômés.

Alors que d'autres pays cherchent à relancer une économie chancelante, le Canada jouit d'une conjoncture favorable et doit en profiter. Il lui faut agir maintenant.

La professeure Heather Munroe-Blum est la seule membre de l'extérieur des États-Unis au sein du comité ayant préparé ce rapport.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé). **Information politique :** Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters). **Information culturelle :** Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) et **Information économique :** Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérard Dallaire (pupitre) et **Information internationale :** Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (commissaires internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Karl Retimo-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commissaires à la rédaction). **DOCUMENTATION :** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ :** Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Desjard, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). **PRODUCTION :** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE :** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE :** Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion). **ADMINISTRATION :** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

CROISSANCE

SUIITE DE LA PAGE 1

Au lieu d'inciter à l'action et de déboucher sur des résultats concrets, les nombreuses rencontres et initiatives multilatérales pour atteindre des objectifs en matière de développement et d'environnement ne font, à son avis, que mettre les problèmes sur pause. «*On retarde le moment où on va devoir prendre les vraies décisions, soit un changement d'orientation de nos sociétés.*» L'échec «*prévisible*» de Rio+20 démontre d'ailleurs, à son avis, la volonté relative des gouvernements de vraiment prendre en main les enjeux les plus urgents — la pollution, le réchauffement climatique et, plus alarmante car plus imminente aux yeux de Serge Mongeau, une éventuelle crise alimentaire.

Comme les gouvernants représentent ce «*1%*» qui possède tout, les mesures sont inefficaces puisqu'elles refusent de «*toucher à la croissance économique*», analyse-t-il, blâmant autant la gauche que la droite. «*Ils disent tous la même chose. La seule différence avec ceux de la gauche, c'est qu'on promet un meilleur partage. Regardez [François] Hollande en France, qui veut relancer la croissance. Alors que non: il faut aller, et pendant un certain temps, vers une décroissance.*»

La société civile comme espoir

Le mot est dit. Aux yeux de Serge Mongeau, c'est par un modèle de «*décroissance*» — où l'on répond aux besoins des populations sans miser sur l'expansion de l'économie — et par une solidarité plus étanche de la population, laquelle doit carrément penser à l'envers et oublier ses habitudes, que la société de consommation pourra vivre son souhaitable déclin. «*Le problème est global: c'est de continuer à avoir une société qui refuse de regarder la réalité en face et qui continue de s'illusionner. C'est de croire qu'on va trouver des solutions qui vont nous permettre de continuer à vivre comme on vit.*»

À l'individualisme généralisé devrait donc, selon Serge Mongeau, se substituer une société tricotée plus serrée, consciente de sa force sociale, capable de se regrouper en réseaux et de faire renaître son «*humanité*», perdue en cours de route au profit d'un esclavage «*de la production, de la productivité, de l'efficacité*». Cette société et sa détermination sont notre espoir, plaide-t-il.

«*C'est de revenir à des communautés beaucoup plus fortes, où l'on va partager des services collectifs au lieu de consommer individuellement, et à une société où on va être un peu plus sobres, où on va choisir de s'épanouir non pas dans la quantité, mais dans la qualité et dans l'échange.*» Les exemples ne manquent pas pour alimenter sa théorie: agriculture urbaine, jardins communautaires, cuisines collectives, production et achat locaux, transport collectif... Autant de moyens concrets pour «*cesser cette mondialisation qui fait qu'on va chercher de l'ail en Chine alors qu'on en produit ici*».

Au moment de sa discussion avec *Le Devoir*, l'essayiste se préparait justement pour une réunion d'un groupe d'initiatives de transition. Né en Grande-Bretagne en 2006 pour répondre au pic pétrolier et aux changements climatiques, ce mouvement se veut une «*nouvelle approche évolutive de la durabilité à l'échelon de la communauté*» et compterait plus de 250 membres de par le monde. En adoptant un point de vue optimiste et engagé, ces initiatives créent par conséquent des communautés plus équitables — un principe cher à Serge Mongeau.

Enthousiaste mais réaliste, l'auteur convient qu'il faut du temps pour changer les idées de toute une société. «*C'est contradictoire, car ça presse et les changements dont on a besoin sont majeurs. Mais, en même temps, il ne faut pas que [les changements] viennent d'en haut. Il faut les faire par le bas et, pour cela, il faut que les individus changent.*»

Avec le mouvement de fond du «*printemps québécois*», la population est clairement insatisfaite des décisions de ses dirigeants, tant au Québec qu'au Canada, signale Serge Mongeau. Raison de plus pour profiter du «*réveil*», pour généraliser la prise de conscience et ainsi influencer le gouvernement. «*C'est clair qu'il va falloir qu'on aille au niveau politique. Si on fait les bons pas dans nos quartiers, nos villes, nos villages, et qu'en haut on continue de prendre des décisions du type "Plan Nord" pour attirer les multinationales qui viennent produire encore plus, à ce moment-là, tout s'annule.*»

Le Devoir

Serge Mongeau en cinq dates

- 1937:** Naissance à Montréal
- 1970:** Publication de *Kidnappé par la police* (Éditions du Jour), inspiré par son séjour carcéral injustifié durant la crise d'Octobre
- 1992:** Fondation de la maison Ecosociété, qui publie des œuvres critiques et engagées
- 1998:** Publication de son livre *La simplicité volontaire, plus que jamais*
- 2012:** Publication du deuxième tome de son autobiographie, *Heureux mais pas content (1979-2011)*.

ÉGYPTE

SUIITE DE LA PAGE 1

a rapporté l'agence officielle Mena.

Le gouvernement de Kamal al-Ganzouri, investi en novembre, a présenté sa démission et va expédier les affaires courantes.

Âgé de 60 ans, Mohamed Morsi, ingénieur diplômé d'une université américaine, est fort d'une légitimité acquise dans une élection où les Égyptiens ont pu pour la première fois choisir librement un président non issu de l'armée.

M. Morsi disposera toutefois d'une marge de manœuvre très réduite face au Conseil militaire, qui conserve le pouvoir législatif depuis sa dissolution mi-juin de l'Assemblée nationale contrôlée par les islamistes.

Candidat de la révolution

La presse locale a salué la victoire du «*premier président civil*» d'Égypte, certains journaux se félicitant qu'avec lui la «*révolution*» de 2011 l'ait

emporté sur les «*restes*» de l'ancien régime. «*La révolution arrive au palais présidentiel*», titre *Al-Chourouq*, un journal indépendant.

Pendant sa campagne, M. Morsi s'est présenté comme le candidat de la «*révolution*», ce qu'il a dénoncé de nombreux militants pro-démocratie qui accusent les Frères musulmans d'avoir conclu «*des marchés*» avec l'armée.

Certains avaient toutefois appelé à voter pour lui afin d'éviter un retour de l'ancien régime avec M. Chafiq, un militaire de formation.

Al-Chourouq a appelé M. Morsi à choisir un premier ministre et des vice-présidents qui ne font pas partie de la confrérie islamiste, à veiller à l'équilibre entre les forces politiques dans la commission chargée de rédiger la Constitution et à «*ouvrir les bras*» à la minorité chrétienne.

Dans son premier discours à la nation en tant que président élu, M. Morsi a promis dimanche d'être le président de «*tous les Égyptiens*», appelant à «*l'unité nationale, seul moyen de sortir de ces temps difficiles*».

Il a aussi promis de respecter les traités internationaux signés par son pays, allusion

implicite au traité de paix conclu avec Israël en 1979. La présidence égyptienne a nié hier que M. Morsi ait donné un entretien à l'agence iranienne Fars selon laquelle le président élu prône un renforcement des relations avec Téhéran et souhaite «*réviser*» les accords avec Israël.

Les réactions à la victoire de M. Morsi se sont poursuivies avec des appels internationaux à poursuivre la transition démocratique et des félicitations notables du président iranien Mahmoud Ahmadinejad et de son allié libanais, le Hezbollah.

L'Union européenne l'a aussi félicité, en soulignant la nécessité pour le pays de respecter les droits fondamentaux et la démocratie. La Tunisie, le Maroc, l'Afghanistan et le Canada notamment ont également souhaité le succès au président élu.

Le président américain, Barack Obama, avait appelé dès dimanche M. Morsi pour l'assurer du soutien des États-Unis à la transition vers la démocratie.

Agence France-Presse

Serge Mongeau

THIBAUT

SUIITE DE LA PAGE 1

venait de lui dire que Québec et Ottawa s'étaient assis à la même table pour... faire intervenir l'armée canadienne dans le conflit en cours. Souvenir douloureux aidant, l'évocation d'une telle intervention s'est alors répandue par effet de *re-tweet* — l'art de transmettre à ses abonnés un message provenant d'un autre — comme une traînée de poudre dans la twittosphère, alimentant au passage les cris d'indignation, les appels à la résistance et surtout les commentaires acrimonieux à l'endroit de ces dirigeants sur le point d'accepter de conjuguer au présent une erreur du passé.

Née au conditionnel dans les univers numériques, cette rumeur n'allait bien sûr pas y rester, atteignant Québec où, poussés par le bruit des univers numériques, une poignée de journalistes ont décidé de passer Jean Charest à la question... pour obtenir du coup l'heure juste sur l'odieuse projet: pas de rencontre, pas d'armée, juste l'exagération d'un microinfluenceur que le public n'aurait sans doute pas dû prendre avec autant de sérieux. On résume.

Une certaine responsabilité

Atablé dans un bistro de Montréal devant une bière bien nommée «*La Sabotage*», Daniel Thibault s'en souvient et prend tout ça avec sourire et philosophie. «*Le choix que j'ai fait ce jour-là en relayant cette rumeur était simple: si c'était vrai, le gouvernement allait être sur ses gardes. Si c'était faux, j'allais avoir l'air fou, et ce n'était pas si grave que ça.*» Mais, avoue-t-il, «*le fait que tout ça se vende jusqu'au cabinet du premier ministre m'a un peu étonné. Ce jour-là, j'ai pris conscience que j'avais une certaine responsabilité. Aujourd'hui, j'essaie de faire un peu plus attention.*»

Vite. Très vite et parfois avec démesure. Les univers numériques ont un rythme à part que Daniel Thibault, scénariste pour la télévision et scénariste pour le monde de l'humour, connaît bien pour avoir, en à peine deux ans de présence sur Twitter, amené son influence au-delà du cercle restreint de ses amis. Arrivé sur ce réseau au début sans autre projet que de promouvoir la série *Mirador*, qu'il a coécrite avec Isabelle Pelletier, les jours précédant la diffusion de chaque épisode sur les ondes de Radio-Canada, l'homme est aujourd'hui de tous les débats à caractère social et politique qui animent le Québec et qui occupent de la bande passante en se dématérialisant dans ce réseau de microclavardage.

Régulièrement, son compte, dont la photo reprend le portrait de l'Autrichien Edward Louis Bernays, père de la propagande commerciale et des relations publiques — plutôt



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Daniel Thibault: «*En 140 caractères, j'ai un format qui m'oblige à être bref, concis et pertinent pour être écouté, et ça me plaît.*»

que son vrai visage —, se hisse au sommet des plus populaires dans les sites de cartographie de l'influence sur Twitter, les *Trends* comme on dit en anglais. Ses pensées sur les politiciens corrompus, sur l'obscurantisme conservateur, sur le pillage des ressources naturelles, sur la révolution qu'il faut faire — plusieurs de ses thèmes de prédilection — trouvent un écho favorable chez ses abonnés, qui ne se retiennent guère pour relayer ses points de vue à d'autres. Même chose pour ses appels à induire des tendances par la surproduction de messages portant sur un même sujet et liés à des mots-clés, que Thibault aime inventer, nourrir, pour les voir ensuite repris *ad nauseam* par des hordes d'indignés 2.0.

Des exemples? Quand Jean Charest cède finalement en créant une commission d'enquête sur la corruption en octobre 2011, commission qualifiée de «*patente à gosse*» par l'opposition, Daniel Thibault lance sur le réseau le mot-clé «*menteur*» et demande à la foule numérique de le reproduire en masse pour qu'il finisse dans les palmarès des mots les plus utilisés sur Twitter ce jour-là à côté de «*Jean Charest*». Le succès est immédiat. Ses appels à trouver des titres de film visant à illustrer l'échec d'une négociation ou à dénigrer le Plan Nord, à trouver le candidat le plus loufoque pour remplacer Line Beauchamp, ministre de l'Éducation démissionnaire, suscitent le même intérêt dans la communauté, petite, mais influente de Twitter, qui depuis quelque temps érige à haute vitesse ces blagues en phénomène.

«*La caisse de résonance est très impressionnante, lance-t-il. Quand je vois cette influence, j'ai l'impression de réussir quelque chose. Et ça donne encore plus envie de poursuivre le combat.*»

L'outil idéal

Twitter, pour dénoncer. Daniel Thibault, un «*p'tit gars*» de Labrador City, élevé sur la Côte-Nord avant d'avoir trouvé refuge dans le confort de l'île des Sœurs, dit avoir désormais en main l'outil idéal pour poursuivre autrement la mission qu'il s'est donnée dans ses scénarios ou encore en prenant part au groupe de heavy metal TSPC, aujourd'hui disparu: dé-

Daniel Thibault sur Twitter

Adresse: @DanielThibault
Il se présente comme:
 «*Cofondateur de TSPC. Coauteur de Mirador. Cogénieur de quatre enfants. Coinventeur de la Coalition des humoristes indignés.*»
Nombre d'abonnés: 8894
Nombre d'abonnements: 997
Nombre de tweets produits: 14 909 (en deux ans)

noncer l'injustice, malmené les puissants, faire du bruit dans le champ gauche, satisfaire les convaincus et convaincre les indécis... «*J'ai toujours été attiré par le contenu, dit-il. Là, en 140 caractères, j'ai un format qui m'oblige à être bref, concis et pertinent pour être écouté, et ça me plaît. J'ai toujours porté des projets personnels qui avaient la prétention de dire ce que j'avais à dire. Là, toutefois, c'est la première fois que je transmets mon opinion sans qu'il y ait en arrière un projet artistique.*»

Préchant des convertis — souvent —, haranguant les foules tel un prédicateur pour les inviter à retweeter des mots-clés engagés, avec toujours cette pointe d'humour qui, dit-il, lui «*permet de canaliser sa colère*», Daniel Thibault voit son existence sur Twitter, où il publie en moyenne près de 40 messages chaque jour, peu importe l'heure de la journée, comme un jeu. «*mais un jeu que je prends au sérieux*», dit-il, afin de contrôler autant ses éventuelles fautes d'orthographe que ses quelques dérapages.

«*Pour le moment, j'ai l'impression d'être encore sous le radar, dit-il. C'est une position intéressante qui me permet d'influencer le débat, surtout parce que je connais et que j'ai dans mes abonnés des personnes influentes [plusieurs têtes de la colonie artistique du Québec sont dans cette liste]. C'est un territoire qui est agréable*» et où, malgré les rumeurs aux effets délétères qu'il peut lancer, «*les gains*» pour lui, assure-t-il, «*sont plus importants que les pertes*». Pour le moment du moins.

Le Devoir

OFFENSIVE

SUIITE DE LA PAGE 1

rence au «*syndrome hollandais*» évoqué à plusieurs reprises par le chef du NPD au sujet de l'exploitation des sables bitumineux. Ce concept apparu dans les années 1970 veut que l'exploitation rapide des ressources naturelles hausse la valeur de la monnaie locale et nuise à d'autres secteurs de l'économie.

De son côté, Stephen Harper est décrit comme un chef incarnant la stabilité économique. Le message évoque notamment les centaines de milliers d'emplois créés dans le cadre du Plan d'action économique du Canada et la route vers l'équilibre budgétaire empruntée par le chef conservateur. La publicité conclut que «*nous ne pouvons pas nous permettre le NPD de Mulcair*».

Cette nouvelle publicité est diffusée au moment où les conservateurs glissent dans les sondages, autant au Québec qu'au Canada. Selon le dernier coup de sonde Léger Marketing-*Le Devoir* mené il y a deux semaines, plus d'un Québécois sur deux dit appuyer le NPD, tandis que seulement 14% des répondants favorisent les troupes conservatrices. À l'échelle du pays, les conservateurs ont glissé en deuxième position, quatre points derrière les néo-démocrates, selon un sondage commandé en mai par La Presse canadienne. La marge d'erreur de 2,2% provoque toutefois une égalité approximative entre les deux partis.

Il n'a pas été possible d'obtenir de commentaires de la part du Parti conservateur au cours de la journée d'hier.

Le NPD a aussi préféré ne pas se prononcer au sujet de cette nouvelle offensive conservatrice. Le parti ne compte pas non plus répliquer prochainement par l'entremise d'un message publicitaire.

Travailler avec le PQ

À l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, le premier ministre Harper s'est présenté dimanche dans la circonscription de Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière en compagnie de 19 ministres de son cabinet. «*Il y a un gouvernement fédéral conservateur qui a à cœur les intérêts du Québec, a affirmé à cette occasion le lieutenant québécois du gouvernement conservateur et ministre de l'Industrie, Christian Paradis. Je pense que le fait qu'il y ait une présence aussi massive des membres du cabinet, des ministres anglophones, ça démontre que, franchement, on veut que les choses fonctionnent au Québec.*»

M. Paradis est le seul élu à avoir accepté de répondre aux questions des journalistes en lien avec une rencontre qui a eu lieu la semaine dernière entre le premier ministre Stephen Harper et son prédécesseur Brian Mulroney, tel que le rapportait vendredi La Presse canadienne. Cette rencontre entre MM. Harper et Mulroney visait essentiellement à discuter de la probable élection d'un gouvernement péquiste au Québec et de la manière de rétablir les ponts avec la province francophone.

M. Harper a également rencontré le premier ministre Jean Charest en marge d'une conférence à Montréal, le 11 juin. Le PC craint que la probable élection d'un gouvernement dirigé par un parti souverainiste au Québec ne nuise à l'unité nationale. «*Peu importe le gouvernement qui sera élu, nous, ce qu'on veut, c'est travailler avec le gouvernement du Québec, a commenté M. Paradis. Ce qu'on veut pousser justement, c'est assurer une prospérité pour les Québécois, pour les Canadiens.*»

La réconciliation des conservateurs avec le Québec pourrait être compliquée par une série de décisions qui ont irrité l'électorat de la province, telles que l'abolition du registre des armes à feu, l'adoption du projet de loi C-38 et la réforme de l'assurance-emploi. «*On ne peut pas toujours être en constante harmonie avec la province de Québec, mais je pense que ce qu'il faut faire, c'est identifier nos intérêts communs et les pousser*», a renchéri M. Paradis.

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, s'est pour sa part réjouie de l'intérêt manifesté par Stephen Harper pour le Québec. Elle estime que le premier ministre du Canada a bien raison de prendre son parti au sérieux.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
 Par courriel redaction@ledevoir.com
 Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
 Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
 Par courriel avisdev@ledevoir.com
 Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
 Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
 Par courriel abonnements@ledevoir.com
 Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
 Par télécopieur 514 985-3390